



N° et date de parution : 20283 - 20/01/2010
Diffusion : 54083
Périodicité : Quotidien
HUMANITE_20283_0_4.pdf
Site Web : <http://www.humanite.fr>

Réforme territoriale : que toute la vérité soit dite

Au vu des manifestations et des premiers débats au Sénat, l'examen du projet de réforme des collectivités territoriales ne sera pas un long fleuve tranquille pour le pouvoir.

A lors que des centaines d'élus, sous leurs échappes, manifestent à l'initiative de l'Association nationale des élus communistes et républicains pour s'opposer à un projet qui met en cause « la démocratie locale et les services publics », les sénateurs ont engagé hier les débats.

La gauche disposait d'une motion référendaire sur cette réforme. S'ensuivit une laborieuse intervention du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Brice Hortefeux, pour se justifier : « Non, nous ne voulons ni supprimer les départements, ni regrouper les régions, ni supprimer les communes », conclut-il. « Avez-vous de caricature sur une session nationale de consultation ? Et de défendre le projet où le ministre privilégie les « beaux régions » séparément



Réunis hier devant le Sénat, les élus communistes et républicains dénoncent le projet de réforme territoriale du gouvernement.

et communes-communautés d'agglomération », qui, avec la création des agglomérations et des conseils territoriaux, conduira en fait les délégations ministérielles. Nicole Borvo (PCF) dénonça l'« intérêt de la réforme. » Hugo

pour voir au premier, il ne pas m'excuse pour une nouvelle décentralisation », propose un certain nombre d'amendements. Notamment celui d'aller plus loin que le texte gouvernemental sur les métropoles, « avec l'option au suffrage universel direct des conseils métropolitains », ce qui risque d'être, dans les faits, contradictoire avec le maintien de l'autonomie des communes urbaines. De son côté, Hervé Maury (Nouveau Centre), approuvait la philosophie du projet, exprimant cependant son désaccord avec le type de scrutin à un seul tour pour les conseils territoriaux, « qui vise à favoriser le bipartisme, démentant des assurances au ministre. Du marchandage en quelque sorte ». Le débat va se poursuivre. Jusqu'à l'été.

Max Sinau